



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2024-DCPATE-573

**portant mise en demeure à l'encontre de la société PAPREC METAL pour ses activités
qu'elle exploite rue ZI Le Bois Imbert à La Ferrière (85)
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°14-DRCTAJ/1-458 du 8 août 2014 autorisant la Société ATLANTIC METAL à exploiter une installation de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux, de déchets dangereux sur le territoire de la commune de La Ferrière et portant agrément pour la collecte des déchets d'emballages ;

VU la décision préfectorale en date du 24 octobre 2022 prenant acte du changement d'exploitant au bénéfice de la société PAPREC METAL ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et notamment son article 1er indiquant que les prescriptions dudit arrêté s'applique notamment aux installations relevant de la rubrique 2791 sous le régime de l'autorisation et son article 3 mentionnant les paramètres à analyser ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 8 octobre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et lui indiquant qu'il dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'acte ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 21 octobre 2024 ;

Considérant que l'arrêté ministériel précité du 20 juin 2023 prescrit la réalisation de 3 campagnes de mesures sur les rejets aqueux du site (effluents issues de l'activité et eaux pluviales) et que les résultats doivent être déclarés sur la base de données dédiées à cette déclaration (GIDAF) ou peuvent être transmis à l'inspection par voie électronique ;

Considérant que l'arrêté ministériel précité du 20 juin 2023 prescrit à son article 4 la réalisation de la première campagne de mesure sous 9 mois, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les installations relevant de la rubrique 2791 ;

Considérant que l'exploitant n'a à ce jour pas procédé à la déclaration des résultats de ces campagnes sur l'outil mis à disposition, ni transmis par voie électronique ses résultats, et qu'aucun élément relatif à la contractualisation avec un prestataire extérieur de ces 3 campagnes mensuelles n'a été transmis ;

Considérant que l'exploitant n'a pas non plus informé l'inspection d'une éventuelle incapacité à procéder à ces analyses dans les conditions prévues à l'article 4.II ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel susvisé du 20 juin 2023 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPREC METAL de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé du 20 juin 2023, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société PAPREC METAL dont le siège social est situé 32 rue Paul Sabatier à Crissey (71530) est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite en ZI Le Bois Imbert à La Ferrière (85280), de respecter les dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Article 2. Respect de la mise en demeure

Sous 1 mois suivant la notification, l'exploitant transmet à l'inspection un document permettant d'attester de la contractualisation de ces campagnes de prélèvements et d'analyses avec « *un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation* » conformément aux conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel.

Les résultats de chaque campagne de prélèvement mensuelle (3 au total) font l'objet d'une transmission dans les conditions prévues à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'ensemble des résultats d'analyse justifiant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1, doivent être transmis à l'inspection **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'État de Vendée, pendant une durée comprise entre 2 mois et 5 ans.

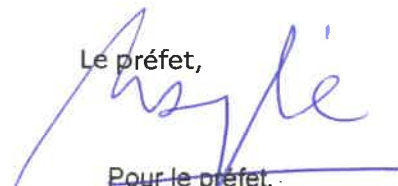
Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Ferrière et pourra y être consultée.

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société PAPREC METAL, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **07 NOV. 2024**

Le préfet,



Pour le préfet,

la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Nadia SEGHER

